

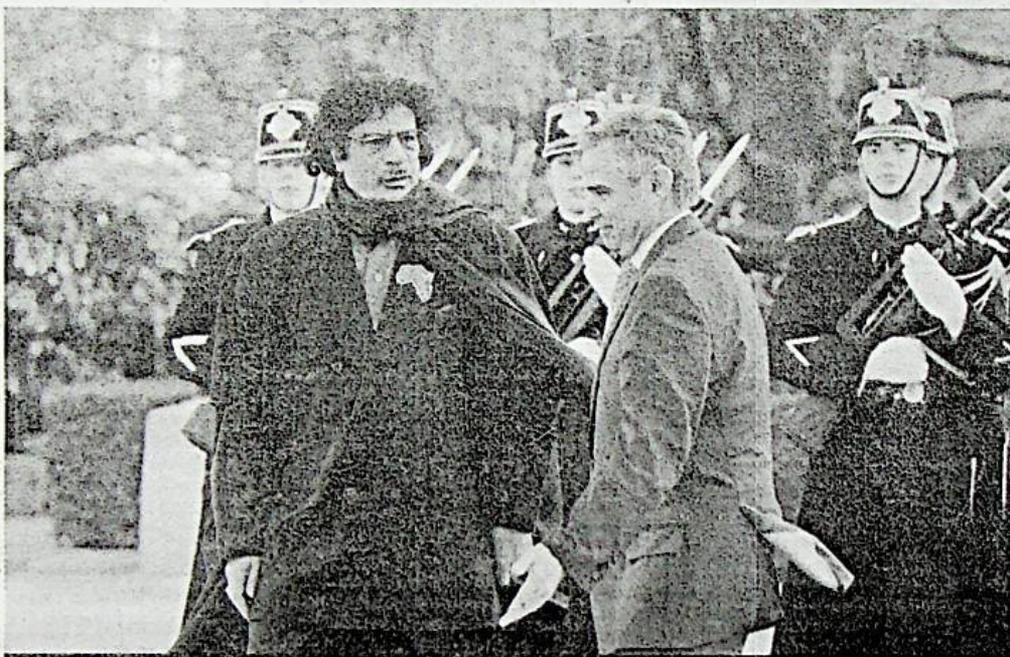
L'Assemblée nationale gênée par Kadhafi

VISITE D'ÉTAT - La visite hier du dirigeant libyen à la représentation nationale française, symbole des institutions démocratiques, a été boycottée par les députés de l'opposition et du centre.

Jean-François Copé, droit dans ses bottes. Le président des parlementaires UMP à l'Assemblée nationale a assuré hier que son groupe « a montré un soutien absolument total à l'initiative diplomatique du président Sarkozy ». Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a sorti le tapis rouge pour recevoir en matinée le dirigeant libyen dans sa résidence de l'hôtel de Lassay.

VISITE CONTESTÉE A L'HÉMICYCLE

Une partie des députés UMP ont ensuite assisté à la cérémonie donnée en l'honneur de Kadhafi qui, contrairement à d'autres chefs d'État, ne s'est pas adressé à la représentation nationale. Néanmoins, la fronde contre la visite du dirigeant libyen à ce que le député socialiste Pierre Moscovici appelle le « temple de la démocratie » a gagné jusqu'aux rangs du parti présidentiel. « Nous, à l'Assemblée, rien ne nous oblige à recevoir quelqu'un qui est responsable d'un grand nombre d'attentats terroristes. Les dictateurs n'ont pas leur place à l'Assemblée nationale », a ainsi déclaré le député UMP Lionel Lucas, rejoint par le villepiniste Hervé Mariton. Même Copé avait prétexté une réunion du groupe pour ne pas être présent



Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a reçu en grande pompe le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

durant la réception du Guide. Pour le Nouveau Centre, le député François Sauvadet a qualifié la visite à l'Hémicycle « d'étape de trop » et annoncé que son groupe refusait d'assister à la cérémonie en l'honneur de Kadhafi.

À gauche, la levée de bouilliers a été générale et tous les élus ont boycotté la cérémonie.

« L'Assemblée nationale, ce n'est pas n'importe quel lieu, c'est l'institution parlementaire qui s'inscrit dans une longue tradition des droits de l'homme », a déclaré Jean-Marc Ayrault, président du

groupe PS. Alain Bocquet (PCF) a également protesté contre la venue de Kadhafi et a refusé de siéger, comme plusieurs autres députés de gauche. Certains élus de droite et de gauche ont également

protesté après avoir été bloqués par les forces de l'ordre aux abords du Palais-Bourbon en attendant l'arrivée du leader libyen, dont la visite a occasionné des mesures de sécurité exceptionnelles.

PASSE D'ARMES SUR LE DARFOUR

« Si nous laissons les habitants du Darfour se débrouiller eux-mêmes, la crise se terminera d'elle-même », a estimé le dirigeant libyen. Très hostile au déploiement de forces onusiennes à sa frontière, le colonel Kadhafi a profité de sa visite en France pour critiquer « l'internationalisation du conflit » dans la province

de l'Ouest soudanais. « Il n'y a guère qu'en interne qu'on trouvera une solution » au conflit du Darfour a acquis Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée. Il a néanmoins estimé qu'en matière d'aide aux populations, notamment aux réfugiés, « la solution ne peut qu'être internationale ».

Le malaise des élus n'a pas empêché l'Élysée de continuer sa moisson de contrats. Hier, la présidence de la République a estimé qu'à terme les textes paraphés lors de la visite du dirigeant libyen pourraient représenter 10 milliards d'euros de contrats. Selon un premier inventaire, près de la moitié de cette somme (4,5 milliards d'euros) devrait revenir aux industries de défense, dans le cadre du « mémorandum sur la coopération en matière d'armement » signé le 25 juillet dernier lors de la visite à Tripoli du président Sarkozy. Paris, qui s'est fait doubler par les compagnies américaines et britanniques dans la course aux hydrocarbures libyens, entend bien tirer profit du retour de ce riche pays dans le concert des nations.

POUR DIX MILLIARDS D'EUROS DE CONTRATS

Le président français a défendu hier sa politique vis-à-vis de Kadhafi en évoquant « le lien très clair...entre aller gagner des contrats en Chine, en Algérie, au Maroc, en Libye et le travail de chaque ouvrier français dans nos usines ». « Je veux que la France garde une tradition ouvrière. Je veux que la France garde des usines », a-t-il déclaré à la presse. Un discours qui n'a pas convaincu tout le monde. « On sacrifie les valeurs que porte la France au CAC 40 et aux amis du président de la République, a commenté le député Vert Noël Mamère. C'est le Fouquet's contre les droits de l'homme ».

Camille Bauer

L'essentiel

Liban. Toujours pas de président

Huitième report, hier, de la séance parlementaire qui doit désigner le chef de l'État libanais. Le général Michel Aoun, dont les élus siègent dans l'opposition, a laissé entendre que l'élection pourrait se tenir après les fêtes de fin d'année. « N'ayez pas peur du vide (à la présidence), ne craignez pas pour la sécurité du pays. Profitez de la période des fêtes, et nous verrons après », a-t-il dit. Le président du Parlement, Nabih Berri, a néanmoins annoncé lundi soir que la séance avait été reportée au lundi 17 décembre. Bien que le général Sleimane soit un candidat de consensus aux yeux de la majorité et de l'opposition, les négociations acheminent sur le mécanisme d'amendement de la Constitution et sur la formation du futur gouvernement.

Le New Jersey vers l'abolition de la peine de mort

Le Sénat de l'État du New Jersey, aux États-Unis, a approuvé l'abolition de la peine de mort, la remplaçant par une peine de prison à vie, une décision qui, si elle était confirmée par l'Assemblée de l'État, ferait de lui le premier à abolir la peine capitale depuis trois décennies. Le gouverneur de l'État Jon Corzine a promis de promulguer la loi avant janvier si elle était adoptée par l'Assemblée, ce qu'elle pourrait faire dès jeudi.

Et aussi...

Pakistan. Le pays a réussi mardi le tir d'essai d'un missile de croisière d'une portée de 700 kilomètres, a annoncé l'armée. Cet engin, le HATF-VII (Babur), avait autrefois été présenté comme étant doté d'une capacité nucléaire.

Quid des droits de l'homme ?

Le président Sarkozy a promis de parler de droits et de démocratie avec son hôte. Les organisations de défense des libertés n'ont pas été convaincues.

La France n'est pas à une contradiction près. « J'ai dit au président Kadhafi combien il fallait continuer à progresser sur le chemin des droits de l'homme », a assuré lundi le président Sarkozy. Hier, Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, a de nouveau affirmé que cette question avait été abordée à deux reprises par les deux chefs d'État, en réponse aux dénégations du dirigeant libyen, qui a déclaré à France 2 : « Nous n'avons pas évoqué, moi et le président Sarkozy, ces sujets. »

« La consolidation de la coopération franco-libyenne, à notre avis, n'a de sens que si elle fait du respect des droits de l'homme en Libye un sujet central », ont rappelé dans une lettre adressée à Sarkozy le président de la Ligue libyenne des droits de l'homme et la présidente de la Fédération internationale

des droits de l'homme. Ces derniers rappellent que la structure du pouvoir en Libye est caractérisée par « la concentration exceptionnelle entre les mains d'un petit nombre de personnes autour du président Kadhafi, qui n'a jamais été élu ».

80 MANIFESTANTS ARRÊTÉS À PARIS

Environ 80 personnes ont été interpellées avant-hier à Paris à l'occasion de manifestations non autorisées d'opposants et de partisans du chef de l'État libyen, Mouammar Kadhafi, a fait savoir la préfecture de police. Les personnes se trouvaient aux abords de l'Élysée et de la place du Trocadéro.

Dans son dernier rapport annuel, Amnesty International revient également sur l'existence en Libye de prisonniers politiques, souvent tenus au secret sans avoir été traduits en justice. Par ailleurs, arguant de leur « vulnérabilité » ou de leur « conduite immorale », « le gouvernement libyen emprisonne arbitrairement des femmes et des jeunes filles pour une durée indéfinie dans des centres de réhabilitation sociale », a révélé Human Rights Watch au début de 2006. À la veille de la visite en France de Mouammar Kadhafi, cette organisation a rappelé que le gouvernement libyen n'avait toujours fourni aucune information sur les lieux où se trouvent ses deux citoyens emprisonnés à Guantanamo et libérés par les Américains en décembre 2006 et septembre 2007.

C. B.